

**COMMISSION
COMMUNALE**

**POUR
L'ACCESSIBILITE**

**RAPPORT
ANNUEL**

2018

(BILAN ANNEE 2017)



une société inclusive où chacun a sa place et non chacun à sa place

SOMMAIRE

1. - PREAMBULE

1.1 QUELQUES DEFINITIONS

1.2 PRINCIPALES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

2. - COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

2.1 CADRE BATI - E.R.P.

2.2 CADRE BATI HABITAT

2.3 TRANSPORT URBAIN

2.4 VOIRIE - ESPACES PUBLICS

3. - ECHANGES - PROPOSITIONS



1.- PREAMBULE

1.1 QUELQUES DEFINITIONS

(sources Vie Publique, Ministère du Développement Durable, Directives Européennes)

L'accessibilité

La Délégation Interministérielle aux Personnes Handicapées, définit l'accessibilité comme suit : *« l'accessibilité permet l'autonomie et la participation des personnes ayant un handicap, en réduisant, voire supprimant les discordances entre leurs capacités, leurs besoins et leurs souhaits, d'une part, et les différentes composantes physiques, organisationnelles et culturelles de leur environnement, d'autre part. L'accessibilité requiert la mise en œuvre des éléments complémentaires, nécessaires à toute personne en incapacité permanente ou temporaire pour se déplacer et accéder librement et en sécurité au cadre de vie ainsi qu'à tous les lieux, services, produits et activités. La société, en s'inscrivant dans cette démarche d'accessibilité, fait progresser également la qualité de vie de tous ».*

Les personnes en situation de handicap

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 art. 114, donne la définition suivante du handicap : *« Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »*

Les personnes à mobilité réduite

Le décret du 9 février 2006 - directive 2001/85/CE du Parlement et du Conseil européen du 20 novembre 2001, définit les personnes à mobilité réduite comme l'ensemble des personnes qui éprouvent des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente. Il s'agit de « toutes les personnes ayant des difficultés pour utiliser les transports publics, telles que, par exemple, les personnes souffrant de handicaps sensoriels et intellectuels, les personnes en fauteuil roulant, les personnes handicapées des membres, les personnes de petite taille, les personnes âgées, les femmes enceintes, personnes transportant des bagages lourds et les personnes avec enfants (y compris enfants en poussette).

1.2 PRINCIPALES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

- Loi d'orientation n°75-534 du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées. Elle fixe le cadre juridique de l'action des pouvoirs publics : prévention et dépistage des handicaps ; obligation éducative pour les enfants et adolescents handicapés ; accès des personnes handicapées aux institutions ouvertes à l'ensemble de la population et maintien chaque fois que possible dans un cadre ordinaire de travail et de vie. La loi confie la reconnaissance du handicap à des commissions départementales, distinctes : pour les jeunes de 0 à 20 ans (CDES : commission départementale de l'éducation spéciale) et pour les adultes (CDAPH : Commission des Droits et de l'Autonomie des personnes handicapées).

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 - pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées pour ainsi assurer à chacun la possibilité de choisir son projet de vie.

Les principaux axes mis en avant :

- la création d'un droit à compensation;
- l'intégration scolaire;
- l'insertion professionnelle ;
- le renforcement de l'accessibilité;
- la simplification administrative.

- Ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes en situation de handicap.

Prenant acte de l'impossibilité de respecter l'échéance au 1er janvier 2015 pour la mise en conformité de l'ensemble des ERP, l'ordonnance simplifie et explicite ces normes d'accessibilité. Elle prévoit en outre la mise en place d'un dispositif d'échéanciers : les Agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP). Ces agendas sont des documents de programmation financière des travaux d'accessibilité. Ils constituent un engagement des acteurs publics et privés, qui ne sont pas en conformité avec la loi, à réaliser les travaux requis dans un calendrier précis. La durée maximale de l'Agenda d'Accessibilité Programmée sera de trois ans pour 80% des établissements recevant du public. Des durées plus longues sont prévues à titre dérogatoire pour certains ERP.

Concernant les transports, l'ordonnance permet aux services de transports publics d'élaborer un Schéma Directeur d'Accessibilité-Agenda d'Accessibilité Programmée qui prolonge le délai au delà de 2015 et qui pourra s'étendre sur trois ans pour le transport urbain, six ans pour le transport interurbain et neuf ans pour le transport ferroviaire

Il est précisé que les Ad'Ap sont soumis à validation du Préfet.

- Loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifie l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et vise également à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap
- Décret n° 2016-578 du 11 mai 2016 relatif aux contrôles et aux sanctions applicables aux Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap) pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public étant paru (Journal Officiel du 13 mai), il est donc désormais possible à l'administration de demander des justificatifs aux gestionnaires ou propriétaires d'ERP dont le ou les établissement(s) ne sont ni accessibles ni entrés dans un dispositif Ad'AP.

Cette opération s'opère en deux temps.

L'objectif étant toujours d'inciter les exploitants à entrer dans la démarche, il est et sera toujours possible de déposer un agenda, quand bien même la procédure de sanction est lancée. Le déploiement du volet sanction est à considérer comme un levier de mobilisation aux Ad'Ap incitatif d'abord punitif ensuite.

Dérogations

Les dérogations possibles aux règles de mise en accessibilité s'appuient sur 4 motifs, à savoir :

1. architecturale
2. impossibilité technique
3. disproportion financière manifeste
4. refus de l'assemblée générale de la copropriété de réaliser les travaux dans les parties communes.

Sanctions administratives

Trois mois après la première notification, à défaut de justification, la sanction pécuniaire prévue par l'article L. 111-7-10 est prononcée. A savoir :

- 1 500€ en cas d'absence de dépôt d'un Ad'Ap pour les ERP de 5e catégorie (moins de 300 personnes) ;
- 5 000€ pour les autres établissements ;
- 1 500€ à 2 500€ pour absence de production des documents de suivi des travaux de l'Ad'AP.

Pour mémoire, tout document erroné ou incomplet produit est passible d'une amende de 1 500€.

Le décret instaure par ailleurs un « constat de carence », et les préfets pourront prononcer par arrêté cette carence et imposer :

- en cas de production d'attestation non conforme, d'attestation d'achèvement non produite, d'attestation d'achèvement non accompagnée des pièces justificatives pour les ERP de 5ème catégorie, une contravention de 5ème classe par l'article L. R111-19-51 ;
- en cas de d'absence de tout commencement de mise en œuvre d'un Ad'Ap : une sanction pécuniaire à hauteur de 45 000€ pour une personne physique et 225 000€ pour une personne morale par l'article L. 152-4 ;
- en cas de retards importants dans les travaux : la constitution d'une provision comptable correspondant au montant des travaux non réalisés sur la ou les périodes échues;
- à la fin de la période couverte par l'Ad'AP, si les engagements n'ont pas été tenus : une mise en demeure de terminer les travaux dans un nouveau délai imposé inférieur à 12 mois et, après consultation des commissions d'accessibilité, des amendes comprises entre 5 et 20 % du montant des travaux restant à réaliser.

Le montant des amendes abondera le « Fonds National d'Accompagnement de l'Accessibilité Universelle », créé pour financer des actions de mise en accessibilité d'ERP et d'actions de recherche et de développement en matière d'accessibilité universelle.

- Arrêté du 14 septembre 2018 - relatif au suivi de l'avancement des agendas d'accessibilité programmée et qui entrera en vigueur le 10/01/2019 consistera à réaliser un point de situation à transmettre aux commissions pour l'accessibilité, assurer le suivi de l'évolution du patrimoine initial de l'Ad'Ap approuvé, évaluer l'avancement des travaux et des actions réalisées et de connaître les raisons quant aux écarts existants par rapport aux engagements pris.

2. - COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

La commission consultative a pour objectif de fédérer l'ensemble des actions et des dynamiques mises en œuvre pour améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap sur l'ensemble de son territoire.

Elle est composée notamment, de représentants de la commune, d'associations et/ou d'organismes d'usagers de personnes handicapées, de représentants du Conseil des Sages, de représentants des bailleurs sociaux et d'acteurs économiques.

Cette commission exerce les missions suivantes :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports.
- établir un rapport annuel présenté en conseil municipal.
- faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.
- organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.
- tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées.

La Commission Communale Pour l'Accessibilité s'est réunie le 23 octobre 2018 sous la présidence de Monsieur Jean-Paul SISSLER, Adjoint au Maire de la Ville de Colmar, en charge de la voirie, l'espace public, le patrimoine bâti et la commission d'appel d'offres et Président de la Commission Communale d'Accessibilité.

2.1 CADRE BATI - E. R. P.

Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin – Bureau Accessibilité et Politique Immobilière

1. Bilan d'activité de la Sous-commission Départementale de l'Accessibilité.

La mise en place de l'Ad'Ap, en 2015, avait eu pour conséquence une augmentation importante du nombre de dossiers (3 080 dossiers). En 2016 puis en 2017, le rythme est resté soutenu à raison de plus de 2 100 dossiers déposés dans le Département. La DDT prenant comme référence 2013 (950 dossiers) constate que le nombre d'instructions des demandes n'est toujours pas revenu à ce niveau et donc que les établissements ne sont toujours pas en conformité. En outre, globalement les avis favorables restent importants mais connaissent une baisse en 2017 par rapport à 2016, car les dossiers déposés ne sont pas correctement construits et sont plus complexes. Enfin, il est également constaté une légère hausse d'avis défavorables.

Le nombre de dérogations a baissé par rapport à 2016 (40%), il représente 34% des dossiers instruits en 2017. La majorité des dérogations accordées en 2017, concerne « l'impossibilité technique » ce qui amène une représentation équivalente à celle de 2015.

Il est constaté également une baisse de dérogations accordées pour les motifs liés à la « disproportion manifeste » et le refus de la copropriété, alors qu'en 2016 ces deux moyens avaient connu une nette hausse comme justification de dérogation.

2. Bilan d'activité de la Commission Communale de l'Accessibilité.

La Direction de l'Urbanisme de la Ville de Colmar instruit toutes les demandes d'autorisation de travaux dans les équipements recevant du public colmarien qu'elles soient comprises ou non dans les permis de construire.

Cette instruction permet de suivre le nombre d'ERP mis aux normes chaque année.

Ainsi, à l'instar des services de l'Etat, la Ville a constaté que le rythme des demandes d'autorisations est resté très soutenu.

La CCA instruit les dossiers des établissements recevant du public colmarien de la 2^{ème} à la 5^{ème} catégorie.

En 2017, le nombre de dossiers instruits par la CCA est de 369 contre 329 en 2016 et 2015. Parmi ces demandes, 245 établissements ont reçu un avis favorable ou favorable avec prescriptions, 84 un avis défavorable, 54 un avis différé et 10 un avis sans objet.

3. Point sur le dispositif de déclaration de conformité et Ad'Ap :

En 2017, la DDT a continué un travail important de portage du dispositif Ad'Ap auprès des établissements et d'instruction des demandes. 3 632 attestations de conformité aux règles d'accessibilité ont été réceptionnées sur le département.

Toutefois, le nombre d'ERP non déclarés ou n'ayant engagé aucune démarche au regard de l'accessibilité est aujourd'hui estimé 35.50%.

	Attestation d'accessibilité	Ad'AP simplifié	Ad'AP de patrimoine	Autorisation de travaux avec Ad'AP	Prorogation de dépôt d'Ad'Ap
Nombre de dossiers	3 632	327	495	1 936	154
Représentant	3 632 ERP	346 ERP	3 408 ERP	1 936 ERP	1 502 ERP
Conforme		3 978 ERP		22,50%	
Démarche Ad'AP		7 429 ERP		42%	
Aucune démarche		6 274 ERP		35,50%	
Nombre total d'ERP estimé				17 681 ERP	

4. Sanctions :

Considéré comme un levier pour mobiliser les acteurs en retard, l'Etat attend le prochain texte réglementaire encadrant les conditions liées à la mise en œuvre des Ad'Ap, pour engager la mise en application du volet Sanction. Les établissements concernés dans un premier temps seraient les collectivités et le secteur privé à patrimoine important puis dans un second temps les ERP de 5^{ème} catégorie.

5. Contrôle de l'accessibilité des ERP

En 2017, la DDT a effectué 67 contrôles d'établissements dont 6 n'avaient pas réalisé les travaux prévus, 38 n'étaient pas conformes et 23 correspondaient aux exigences. Les contrôles sont effectués de façon aléatoire au tirage au sort, sachant que la DDT les réalise en complément de toutes les instructions de dossiers.

6. Registre d'accessibilité

Le décret publié le 22/04/2017, a encadré la mise à disposition du public d'un registre d'accessibilité dans chaque ERP.

Ce registre devra contenir :

- La situation de l'ERP vis-à-vis de l'accessibilité consultable au point principal d'accueil de cet ERP – Ad 'Ap, notice/attestations d'accessibilité, dérogations.
- Le descriptif des équipements d'accessibilité et leurs modalités de maintenance.
- Un guide à destination du personnel.
- Une attestation de formation à l'accueil du public pour le personnel d'accueil des ERP de 1^{ère} à 4^{ème} catégorie.

Les modèles de registres d'accessibilité sont accessibles sur le site de la Délégation Ministérielle à l'Accessibilité.

7. Actions d'information auprès des ERP privés

La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) a entrepris depuis quelques années une mission d'information et d'accompagnement sur le handicap et l'accessibilité auprès de professionnels du commerce, du service à la personne, de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Elle travaille en étroite collaboration avec la Sous-commission Départementale d'Accessibilité.

Les dossiers instruits par la CCI concernent très majoritairement des locaux existants pour des reprises d'activités et non des créations car lors de la construction d'établissement neuf, l'accessibilité est déjà traitée par l'architecte.

Il semble assez compliqué de faire coïncider les règles de conformité avec l'accessibilité et les contraintes économiques liées au centre-ville. Les commerçants rencontrent des difficultés de temps entre le dépôt de leur demande d'aménagement et de travaux et l'ouverture de leur commerce ce qui implique des coûts importants. Cependant, tous les acteurs doivent être consultés (architecte des Bâtiments de France, services de secours, etc) pour permettre l'exploitation du local conformément aux règles de sécurité notamment. En effet, les modifications apportées sur un local ERP en rez-de-chaussée d'immeuble en centre-ville peuvent impacter lourdement l'aménagement et la sécurité du reste de l'immeuble.

8. Equipements Publics de la Région Alsace

Le projet d'un « Ad'Ap patrimoine » de la Région a été déposé en Préfecture, le 25 septembre 2015 pour une période couvrant 2016 à 2022. Pour l'Alsace, le périmètre de l'Ad'Ap intègre 408 bâtiments ERP pour les 74 lycées et CFA publics (coût global de 33.M€ TTC).

Dans le programme d'opérations, les études d'avant-projet définitif pour les 17 lycées ont été approuvées le 21/02/2017. Ainsi, deux lycées colmariens sont concernés pour une intervention globale, à savoir Blaise Pascal pour 5 bâtiments (2021-2022) sauf le gymnase du Pont Rouge (livré en septembre 2018) ainsi que Camille Sée pour 2 bâtiments (en 2018) dont le coût global s'élève à 630K€.

Deux autres lycées sont traités dans le cadre d'une restructuration globale et mise en conformité, c'est-à-dire, les lycées Bartholdi pour 5 bâtiments (2015-2018) et Schongauer pour 2 bâtiments (2018-2019) pour un montant à hauteur de 18,2 M€.

9. Equipements municipaux

La Ville de Colmar compte 129 Etablissements Recevant du Public (ERP) communaux.

Le diagnostic des équipements de la Ville a été achevé le 16 janvier 2012. L'opération de mise en accessibilité des ERP communaux a été estimée à 18 M€ TTC et a fait l'objet d'une autorisation programmée de crédit de paiement pour un montant total de 16 M€ TTC, tenant compte des hypothèses de dérogations et de résultats favorables d'appels d'offres. La Ville de Colmar a réalisé 9,82 M€ d'investissements au titre de l'accessibilité dans ses ERP entre 2012 et 2017.

Un travail important a été réalisé depuis 2012 dans les bâtiments culturels, scolaires et sportifs pour des travaux portant sur l'aménagements sanitaires, d'escaliers, d'équipements mobiliers et d'accès (portes et sas).

Depuis 2013, trois marchés de maîtrise d'œuvre ont été lancés pour la reprise de 3 bâtiments communaux (MJC, Accueil Association des Villes de France, Théâtre municipal, Centre Hippique), 10 équipements sportifs, 4 bâtiments classés ou inscrits.

En 2016, les travaux ont principalement porté sur les écoles Wickram et Maîtrisienne, la crèche Scheppler pour des travaux de mise en conformité totale des bâtiments et d'autres sites portent sur des mises en accessibilité totale (Catherinette, Centre Hippique, bibliothèque Bel Flore ...) pour un montant total de 1,74 M€ TTC.

Les travaux en 2017 concernent notamment les écoles Barrès, Serpentine, Waltz et Anne Frank, la Crèche Coty, le Gymnase Pfister, Pfeffel, Ladhof et Saint Exupéry et d'autres travaux pour un investissement global de 1,66 M€ TTC.

Perspectives 2018-2019 : sont à l'étude pour une mise en conformité, les établissements tels que les écoles Hirn, Tulipes puis Manne emploi et Appuis en 2018. Les écoles Saint Nicolas, Pfister, Brant, la patinoire, le temple Saint Mathieu et l'église Saint Joseph ainsi que d'autres études en 2019. Le coût global s'élève à 821 000 € TTC.

La Ville de Colmar a déposé un Ad'AP global, le 27 septembre 2015, pour l'ensemble des ERP restant à traiter. Il est réparti sur 9 ans avec un objectif de mise en conformité de 80 % des bâtiments communaux en 2017, soit 103 bâtiments.

Fin 2017, le taux de conformité a atteint 75% et 81% en 2018 avec 97 bâtiments, conformément aux prévisions.

L'objectif est d'atteindre 100% des ERP conformes à la fin 2024.

Les registres d'accessibilité conformément au décret du 22/04/2017, ont été mis à disposition dans tous les équipements et sont disponibles sur internet. Il reste à planifier les actions de formation et à annexer les attestations aux registres créés.

2.2 CADRE BATI - HABITAT

POLE HABITAT - Etat d'avancement des adaptations de logements sur Colmar.

Diagnostic accessibilité

Un diagnostic a été réalisé en partenariat avec l'AREAL et a pris fin en avril 2016. Celui-ci a porté sur 40 entrées d'immeuble et 1 391 logements, pour un coût global de 16 169 euros, subventionné à hauteur de 50% soit 8 085€, par le Département 68 et Colmar Agglomération.

Cette étude a mis en exergue les besoins des personnes vieillissantes notamment et sera utilisée dans le cadre des réhabilitations. Par ailleurs, elle a permis d'engager la définition d'une stratégie d'amélioration de l'accessibilité des immeubles.

Adaptations de logements

Les adaptations portent particulièrement sur la transformation de logements pour répondre aux besoins des locataires. En effet, le diagnostic a incité la Société Pôle Habitat Colmar Centre Alsace à mener une réflexion pour le maintien à domicile des personnes âgées dans l'esprit du "Bien vieillir chez soi". Cette possibilité d'adaptation a été élargie aux locataires domiciliés depuis plus de 20 ans dans un logement non accessible mais qui souhaitaient y être maintenues.

Les types d'aménagements consistent principalement en la mise en place de mains courantes, de la visiophonie, de douches (à la demande), de bandes podotactiles et vigilances et également l'amélioration de l'éclairage, l'affichage du niveau des étages.

Au titre de l'année 2016, les différentes programmations de travaux concernent 43 adaptations pour un investissement à hauteur de 202 726 €.

En 2017, Pôle Habitat Centre Alsace a instruit 80 dossiers pour lesquels 49 adaptations ont été réalisées : 43 concerne la mise en place de douches avec récupération de la Taxe Foncière (TFPB), 6 adaptations particulières (mains courantes, volets électriques). 97% des adaptations étaient à destination des personnes âgées. Cet investissement présente un coût de 213 164 €.

Le programme de travaux d'accessibilité par la mise en place d'ascenseurs pour 9 immeubles sur une période allant de 2015 à 2018 continue. En 2016, 2 immeubles en ont été équipés – 10 rue du Noyer et 17 rue des Brasseries à raison de 40 logements, pour un investissement de 189 149 €. En 2017, 3 autres immeubles à savoir, – 14-16 rue du Noyer et 13 rue des Brasseries soit 60 logements, pour un montant s'élevant à 300 000 €.

Les immeubles situés 6-8 rue du Noyer et 15 rue des Brasseries (60 logements) sont actuellement en cours de travaux et seront également équipés d'ascenseurs, pour un montant estimatif de 300 000 € dès 2018.

Les travaux de mise en accessibilité des résidences pour personnes âgées ont été réalisés en concertation avec les locataires en 2017. Leur accord a permis de réhabiliter 3 résidences qui comprennent 177 logements (Clos de la Grenouillère, Cours Sainte Anne, Avenue de la Liberté) pour un coût estimatif de 5 434 000 €.

Toutes les opérations sont étudiées en concertation avec les locataires car ces travaux impactent les charges locatives.

S'agissant des logements neufs en acquisitions ou locations, 19 logements ont été livrés en 2017 dont 5 répondent aux normes d'accessibilités. Ces derniers sont situés à Colmar et à Turckheim. Les opérations à venir concerneront la réhabilitation et l'extension d'un immeuble situé au 7 rue Saint Josse avec la création de 17 logements pour personnes handicapées non dépendantes.

Ad'Ap patrimoine de Pôle Habitat

L'Ad'Ap Patrimoine de Pôle Habitat a été validé par la Préfecture le 29 février 2016. Il concerne 72 ERP. 59 ERP feront l'objet de travaux de mise en accessibilité sur une période de 9 ans pour un budget prévisionnel global de 1 508 141 € TTC. Certains ERP seront démolis ou désaffectés.

En 2016, 10 ERP ont subi des transformations pour répondre aux exigences de l'Ad'Ap pour un montant à hauteur de 269 080 €.

Pour l'année 2017, ce sont 4 établissements pour un coût global de 90 650 €. Il s'agit de locaux commerciaux, administratifs, associatifs et du service de soins domicile.

2.3 TRANSPORT URBAIN

Bilan du Schéma Directeur de l'Accessibilité des transports publics de Colmar Agglomération (SDA arrêté en 2008).

L'objectif de ce schéma était de rendre le réseau de transport de bus praticable pour 2015 et accessible fin 2019. Il a été basé sur 3 axes : les arrêts de bus, le matériel roulant et l'information des voyageurs. La mise en accessibilité a été organisée par ligne.

1. L'aménagement des arrêts de bus :

Colmar Agglomération assure la maîtrise d'ouvrage de la mise en accessibilité des arrêts de bus. Ainsi ont été investis annuellement, depuis 2009, 300 000€ HT - 2011, 350 000€ HT et depuis 2017, 465 000€ HT pour la mise aux normes des points d'arrêts. Les arrêts de bus sont également rendus accessibles à l'occasion de la réhabilitation de voies. Ainsi, Colmar Agglomération a remboursé la réfection de 32 arrêts à la Ville de Colmar.

La mise en accessibilité des arrêts était prévue en 2017 dans le périmètre initial de Colmar Agglomération qui était de 14 communes au moment de l'élaboration du SDA.

Le 1^{er} janvier 2016, Colmar Agglomération a intégré 6 nouvelles communes de l'ancienne Communauté de Communes du Pays du Ried Brun qui comptent 43 points d'arrêts dont 7 accessibles. En 2017, 38 points ont été mis aux normes PMR. Et 29 arrêts supplémentaires en 2018, ont également été réalisés dans le cadre du prolongement du programme.

Au total, 393 arrêts de bus auront été rendus accessibles (soit 96%) fin 2018. En 2019, 6 arrêts pourraient encore être mis aux normes sachant que d'autres arrêts ne feront pas l'objet de mise en conformité car ils présentent des difficultés techniques empêchant leur mise aux normes.

2. La mise en conformité du matériel roulant :

Le parc total de véhicules compte 40 bus dont 7 ont été achetés en 2017 et 1 en 2018. A ce jour, 35 bus répondent aux normes PMR. Une nouvelle livraison de 2 bus pourrait intervenir en 2019.

Ainsi, 35 autobus sont accessibles aux personnes en situation de handicap fin 2018.

Le besoin de renouvellement ou d'adaptation a pour objectif total de 36 bus PMR (les 4 bus restants étant des bus de réserve).

3. Accessibilité des lignes :

A ce jour, 19 lignes sont accessibles sur l'ensemble de l'agglomération colmarienne et de la Communauté de Communes du Pays du Ried Brun.

Les arrêts de bus de 19 lignes sont accessibles au premier semestre 2018 :

- la ligne n°1 : Horbourg-Wihr / Colmar Europe (via Théâtre et Gare),
- la ligne n°2 : Logelbach Centre commercial / Houssen Centre Commercial (via Théâtre et Gare),
- la ligne n°3 : Colmar Europe / Théâtre / Gare / Colmar Europe,
- la ligne n°4 : Gare / Théâtre / H. Schweitzer / Gare,
- la ligne n°5 : Wintzenheim / Gare / Théâtre,
- la ligne n°6 : Colmar Saint-Joseph / Colmar marché couvert (sauf arrêt Turenne),
- la ligne n° 7 : Les Erlen / Colmar Z.I. Nord,
- la ligne n° 8 : Colmar Théâtre/Europe / Turckheim (sauf arrêt Fecht),
- la ligne n°9 : Sundhoffen/Horbourg-Wihr/Fortschwihr
- la ligne A (dimanche et jours fériés) : Horbourg-Wihr / Colmar Europe (via Théâtre et Gare),
- la ligne B (dimanche et jours fériés) : Ingersheim Pl. De Gaulle / Colmar Hôpital Schweitzer,
- la ligne C (dimanche et jours fériés) : Colmar Base nautique / Wintzenheim Chapelle,
- la ligne n°20 Colmar/ Fortschwihr Mairie
- la ligne n°21 : Colmar/Andolsheim
- la ligne 22 : Sainte Croix en Plaine / Colmar Théâtre
- la ligne 23 : Sundhoffen / Colmar Théâtre
- la ligne n°24 : Colmar Riedwihr et Colmar Jébsheim
- la ligne n° 25 : Colmar / Ingersheim Florimont
- la ligne n°26 : Colmar Herrlisheim Près Colmar .

Enfin, s'agissant de l'état des lieux des lignes du Département affrétées par le réseau Trace, sont concernées par l'accessibilité principalement les lignes prioritaires et les lignes à savoir 106, 109, 145, 248,301, 316, 346, 437 et 440.

4. La formation :

Une formation autour de l'accessibilité et l'accueil des Personnes à Mobilité Réduite dans les transports a été dispensée au personnel de la STUCE par l'APF le 23 mars 2017.

5. L'information :

L'ensemble des dispositifs d'information posés sur les arrêts est conforme à la réglementation (clarté de l'information, indication des lignes de transports et de leurs destinations à chaque emplacement d'arrêt, taille des caractères agrandies pour les horaires, guide horaires, présence des logos indiquant l'accessibilité aux PMR, etc.).

20 arrêts sont équipés de bornes d'informations visuelles indiquant le temps d'attente en temps réel.

Depuis le mois de juin 2017, dans le cadre du renouvellement du Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information des Voyageurs, des écrans d'informations dynamiques ont été installés dans les bus sur tout le réseau Trace, Ils comprennent systématiquement l'information sonore et visuelle. Par ailleurs, les 40 bus sont équipés de bandeaux lumineux et d'écrans double face. Un logo indiquant l'accessibilité aux PMR est affiché sur les bus concernés (sur chaque bus, sur l'horaire de passage de bus édité dans le guide, sur internet, sur la fiche horaire à l'arrêt).

L'agence rue Kléber est accessible en termes de cheminement et possède un guichet surbaissé. Les informations du réseau TRACE sont disponibles par téléphone « ALLO TRACE ». Le site internet de la TRACE « www.trace-colmar.fr » est conforme et accessible depuis février 2017.

6. Service de substitution :

Le service de substitution « la Trace Mobile » est dédié aux personnes à mobilité réduite lourdement handicapées selon des critères bien définis. C'est un service qui fonctionne d'adresse à adresse et sur constitution d'un dossier d'inscription annuel et d'une réservation préalable. L'adhésion exige que l'usager soit titulaire d'une carte d'invalidité CDAPH avec la mention 80% ou station debout pénible ou le cas échéant soit âgée de plus de 75 ans avec une mobilité réduite (tierce personne de la Sécurité Sociale).

Toutes les autres demandes sont soumises à la commission d'admission du service « Trace Mobile ».

En 2017, la Trace Mobile a réalisé 4 202 courses et a transporté 4 911 clients pour un coût de 116 949 € HT.

2.4 VOIRIE - ESPACES PUBLICS

Bilan du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE arrêté en 2008).

L'objectif de ce plan étant de :

- Poursuivre les actions thématiques (passages piétons, stationnement, mobilier) dans le cadre du budget alloué à l'accessibilité
- Poursuivre la mise en accessibilité de l'espace public dans le cadre de réaménagements complets (programme de voirie).

En 2017, la commune poursuit son objectif volontariste par la réalisation de ses actions thématiques sur : les passages piétons, les places de stationnement, le mobilier urbain.

Ainsi, en 2017, 222 passages piétons sont conformes et 245 en 2018. Les points inacceptables se situent principalement à des endroits où des travaux complets de réaménagement sont prévus à court terme.

Enfin, des aires de stationnement PMR et des passages piétons sont créés en fonction des sollicitations lorsque cela est techniquement possible.

L'aménagement de places PMR conformes aux règles n'est pas aisément possible dans toutes les rues. Cette réglementation obligerait techniquement à supprimer les places de stationnement PMR s'il fallait répondre à absolument à ces exigences.

En 2017, on constate encore une nette amélioration de la conformité des espaces publics du centre ville par rapport à la situation en 2010 décrite dans le diagnostic du PAVE avec : 49 % de situations conformes, 42 % de non conformes mais acceptables et 9 % de situations inacceptables (contre 25% en 2010 pour ce dernier point). En 2018, ce sont respectivement les résultats suivants : 52% - 40% - 8%.

Par ailleurs, la Ville améliore les conditions d'accessibilité au travers de ses travaux de réfection globale des voies. Quelques exemples représentatifs tels que les abords de la patinoire, du stade nautique et du groupe scolaire Waltz, rue Schumann – le parking du centre commercial Europe ; les abords de l'hôpital ; la rue des Bonnes Gens devant Vialis et la Trace ; la rue des Cloches et abords du parking Mairie et de Colmar Agglomération ainsi que le collège Saint André.

De plus, les travaux effectués vont au-delà du périmètre du PAVE, par exemples les rues Geiler, Messimy et notamment la place du Saumon qui présentait des difficultés d'acheminement et pour laquelle les aménagements ont permis la réfection des voies, des trottoirs et la création de place PMR Aussi, de nombreux chantiers ont consisté en l'aménagement de pistes cyclables sécurisés. Tous ces travaux contribuent également à améliorer l'accessibilité des piétons et cyclistes.

Perspectives 2018-2019

Les opérations comprises au programme de réaménagement de voiries concernent d'importantes opérations, par exemples le secteur Bel Air-Florimont, les abords du Centre Europe ; avenue de l'Europe – rue de Prague ; entre Pôle Habitat et la galerie marchande Europe. Il s'agira de créer un grand mail piéton, d'aménager des cheminements, d'installer des éléments de mobilier pour délimiter les accès.

Une autre opération aussi importante est prévue Place de la Montagne Verte. Elle consistera en l'aménagement complet de tout l'espace de la place et de la rue de la Montagne Verte avec la création d'un parking souterrain de 3 niveaux sous la Place. L'ambition étant également de réaliser un espace public dit équitable pour qu'il puisse être utilisé par toutes les personnes (valides ou non). La réalisation compte des espaces verts, de jeux, de détente avec des zones carrossables qui mèneront vers le centre, les établissements, le parking.

2.5 AUTRES ACTIONS - ACTIONS DANS LES CRECHES

Le Service Petite Enfance de la Ville de Colmar a réalisé une plaquette à destination des parents pour présenter les actions dans le cadre de la prise en charge d'un enfant présentant un handicap dans les crèches.

Cette plaquette explique les démarches à effectuer dans cette situation. Elle comprend les réunions entre les parents de l'enfant et la coordinatrice pour une première évaluation d'une part et une autre avec la Directrice et l'équipe encadrante d'autre part. Au regard, de cette évaluation soit l'enfant sera accueilli dans la crèche dans les conditions classiques, soit il sera pris en charge par le Service d'Education Spécialisée et de soins à Domicile pour un accompagnement personnalisé et individualisé au sein de la crèche.

A ce jour, les 8 structures de la Ville permettent d'accueillir des enfants handicapés.

2.6 AUTRES ACTIONS - ACTIONS EN DIRECTION DU PERSONNEL MUNICIPAL

La Ville de Colmar a mis en place une politique pour l'insertion et le maintien dans l'emploi des agents de la ville dans le cadre du texte de loi de 2015 relatif au handicap.

Ainsi, les chiffres concernant le maintien à l'emploi se déclinent comme suit : en 2011, 6,17% sont restés en activité pour 75 agents, 2015 le taux était de 11,42% pour 142 agents et en 2017, 9,58% pour 113 agents.

La typologie du handicap compte majoritairement le handicap moteur à 74% puis les maladies invalidantes pour 19%, le handicap auditif pour 10% et visuel pour 2%. La tranche d'âge des personnes concernées est celle au-delà de 41 avec un taux de 92% dont une légère majorité de femmes et touche principalement les agents de catégorie C (99/113 personnes). Sachant par ailleurs, que les agents peuvent cumuler plusieurs handicaps.

La Ville a signé une convention avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées avec pour objectif l'insertion et le maintien à l'emploi, la communication et la sensibilisation avec l'environnement professionnel.

Dans ce cadre, la Ville a recruté 7 personnes présentant un handicap et a mis en œuvre des actions en faveur des agents pour améliorer leurs conditions de travail. Ces actions au nombre de 364 et qui ont impacté 241 agents, ont été les suivantes :

- Travaux d'accessibilité aux locaux professionnels.
- Adaptations de postes sur préconisation du médecin de prévention au regard des diagnostics et dépistages (chariots à roulettes, bureau ergonomique, chaises à renfort, autolaveuse).
- Amélioration des conditions de vie (prothèses auditives, orthèses plantaires, chaussures orthopédiques).
- Aides pour la formation lors de reconversion professionnelle.
- Diffusion d'une plaquette d'information visant à sensibiliser les encadrants.

Le budget total investi en faveur de ces actions est de 463 587 euros, le fonds a pris 328 761 euros à sa charge sur la durée de vie de la convention et la Ville de Colmar a pris en charge 134 826 euros.

Depuis le 1er mai 2018, la Ville de Colmar n'est plus éligible au conventionnement. Les demandes de participation financière devront être constituées individuellement auprès du fonds. Il subsiste cependant la possibilité de récupérer des remboursements. En revanche, l'enveloppe maximale qui pourra dorénavant être allouée à la Ville sera de 100 000 euros sur trois ans contre 350 000 euros précédemment, enveloppe consommée à hauteur de 94 %.

2.7 AUTRES ACTIONS EN TERMES D'ACCESSIBILITE SUR COLMAR

- La Ville a signé le 23 août 2018, une convention avec l'Etat portant sur la redynamisation des centres-villes appelée « Cœur de Ville » parmi les objectifs est inscrit le maintien des personnes âgées handicapées au centre-ville avec le projet d'aménagement de 17 logements, dont 14 au 7 Rue Saint-Josse.

- Colmar Agglomération et le Département supporteront financièrement la réalisation d'un diagnostic accessibilité dans le logement social. Colmar Habitat s'inscrita dans le dispositif à l'instar de ce qui a été fait par Pôle Habitat il y a quelques années. Une enveloppe prévisionnelle de 10 000 euros est prévue en 2019, pour Colmar Agglomération.
- Le 5 octobre 2018 s'est tenu le « Forum des Droits des personnes en situation de handicap » au Parc des Expositions. Cet événement a rassemblé 40 exposants et accueilli plus de mille personnes.
- L'ADHAUR organisera le 15 novembre 2018 une présentation d'une demi-journée sur les aires de jeux inclusives, notamment pour les personnes à mobilité réduite et/ou non voyantes et la place de l'enfant en ville.
- La Ville de Colmar a créé un onglet accessibilité sur le son site web où tous les documents et information relatifs à cette thématique seront consultables.

• - ECHANGES - PROPOSITIONS

REMARQUES FAITES	REPONSES APORTEES LORS DE LA COMMISSION
EQUIPEMENTS RECEVANT DU PUBLIC	
Monsieur MEISTERMANN – Association des Paralysés de France – souhaite être informé sur la procédure de contrôle si elle a lieu car les travaux ne sont pas toujours conformes ou oubliés. Y-a-t-il une personne dédiée ?	<p>Madame ALBRECH de la DDT explique que les contrôles sont réalisés par tirage au sort. 60 contrôles ont été réalisés en 2017 dont 38 sont non conformes. A ce jour, en 2018, 68 contrôles ont été faits sur 2000 dossiers. La proportion reste infime et matériellement il est impossible d'augmenter ces contrôles sur tout le département.</p> <p>Ceux-ci ont par ailleurs, une vocation également pédagogique pour expliquer aux pétitionnaires l'intérêt et l'importance d'être en conformité en matière d'accessibilité.</p>
Monsieur FRIEH – Adjoint au Maire – interroge sur la mise en conformité de la salle des actes au lycée Bartholdi.	<p>La Région a engagé un travail sur la mise en conformité de cette salle.</p> <p>Les études de rénovation seront complexes du fait que le bâtiment est classé à l'inventaire des monuments historiques, qu'il contient deux salles comprenant des fresques précieuses et une bibliothèque dont l'inventaire doit être réalisé préalablement aux travaux.</p> <p>L'accessibilité de cette salle depuis le domaine public semble difficile à réaliser compte tenu des protections liées au bâtiment.</p>
Madame ULRICH-MALLET – Adjointe au Maire – interroge sur le calendrier des travaux pour les écoles Jean Macé et Jean-Jacques Rousseau ainsi que l'ascenseur à l'école Saint Nicolas	<p>Les travaux pour l'école Jean Macé sont prévus en 2020 et Jean-Jacques Rousseau pour 2022. L'agenda prévisionnel étend la période des travaux jusqu'en 2024.</p> <p>La mise en accessibilité de Saint Nicolas est en cours d'étude pour prendre en considération les contraintes des Bâtiments de France</p>
Monsieur MEISTERMANN – Association des Paralysés de France – s'interroge sur les reports de travaux pour le musée Bartholdi, le musée des Usines Municipales et la patinoire.	<p>Pour le musée Bartholdi, les opérations liées à la mise en accessibilité sont prêtes. Elles ont été suspendues afin que les travaux concernés soient réalisés de manière concomitante avec le projet muséographique en cours d'établissement, en concertation avec les services de la DRAC.</p> <p>Pour le musée des Usines Municipales, une démarche d'optimisation des actions oblige à reporter le calendrier afin de faire tous les travaux nécessaires.</p> <p>La patinoire de Colmar fermera ses portes pour la remise en état de la piste d'évolution et du groupe froid (destruction et reconsolidation) durant 6 mois en 2019. Cette opportunité permettra de faire les travaux d'accessibilité prévus.</p>

CADRE BATI	
<p>Monsieur MEISTERMANN – Association des Paralysés de France – souhaite savoir ce que compte faire les bailleurs suite à la loi Elan. Celle-ci contraint de passer de 100% de logements accessibles à 80% de logements évolutifs lors des constructions. Or, ce qui n'est pas fait en amont coûtera plus cher et sera inadapté. Les bailleurs et les collectivités devront supporter les coûts supplémentaires lorsque surviendra le besoin.</p>	<p>M. Jordan (Pôle Habitat) expose la position du Pôle Habitat Centre Alsace qui consiste à connaître dans un premier temps les modalités lors de la publication de la loi Elan. Cette dernière semble effectivement moins contraignante en matière d'accessibilité.</p> <p>M. RAMDANI (Colmar Habitat) précise qu'une réflexion serait menée au niveau de l'AREAL, qui regroupe l'ensemble des bailleurs sociaux d'Alsace réunis et qui serait favorable de continuer dans la mesure du possible, de respecter les normes d'accessibilités existantes, bien que l'exécutif préconise la livraison de logements évolutifs.</p>

VOIRIE ET ESPACES PUBLICS	
<p>Monsieur WENCKER – Conseil des Sages – souhaite savoir si la Ville ou le Département compte réaliser les travaux de réfection des trottoirs avenue d'Alsace à hauteur du Super U.</p>	<p>La Ville a engagé avec le Département une procédure contre celui-ci pour demander la création de ces trottoirs. Le Tribunal Administratif a conclu dans le sens de la Ville en précisant l'emprise détenue par chaque collectivité est à sa charge. Par conséquent, les trottoirs bordant les départementales sont à la charge du Département.</p> <p>Néanmoins, des échanges sont en cours entre la Ville et le Département avec comme objectif commun de trouver un consensus sur la question des routes départementales sur l'agglomération colmarienne.</p>

AUTRES ACTIONS	
<p>Madame ULRICH-MALLET – Adjointe au Maire – souhaite apporter des précisions sur le développement de crèches privées et précise que la Ville n'est pas en faveur de ce type de crèches qui fonctionnent avec le partenariat unique de la CAF. Ces projets de crèches ne favoriseraient pas la mixité puisqu'elles sont destinées à un public à haut revenu</p>	<p>.</p>
<p>Monsieur MEISTERMANN – Association des Paralysés de France – demande si une réflexion a été menée sur la possible mise en place de télétravail.</p>	<p>La Ville avait envisagé cette possibilité pour un agent dont la santé n'a cependant pas permis d'aller jusqu'au bout de la démarche. En outre, les situations actuelles connues n'expriment pas de besoin réel. La question pourrait être étudiée au cas par cas.</p>